



Situation Sécuritaire

La situation sécuritaire est restée incertaine. Le groupe Boko Haram continue ses attaques dans les localités camerounaises proches de la frontière avec le Nigeria. Cette situation empêche les populations déplacées de retourner chez elles craignant pour leur sécurité, et complique d'avantage la gestion de la crise humanitaire. La semaine sous rubrique a connu des incursions dans les localités de Karasseri, Guidiguidi, Wamba, Akzawayaya dans le Mayo Sava. Le bilan de ces attaques est de trois morts.

Mouvement de population

Des mouvements de populations des localités frontalières vers d'autres localités, en quête de sécurité, continuent d'être enregistrés. La semaine écoulée, 335 personnes, tous des bergers et leurs familles en provenance de 06 localités de l'arrondissement de Kolofata, ont été enregistrés à Mora. Ils sont arrivés depuis environ deux semaines et ils sont installés non loin du lycée technique de Mora. Les raisons de leurs déplacements sont liées aux menaces et attaques de la secte islamiste dans leurs localités. Le nombre total des PDIs dans la région de l'Extrême-Nord était estimé à environ 181,215 personnes d'après les données du monitoring de protection DTM (Matrice de Suivi des Déplacements) établi fin juillet 2016. Depuis ce temps, les comités mixtes ont notés une augmentation avec environ 192,000 PDIs.

Monitoring de protection

Pendant la période en revue, 15 incidents de protection ont été rapportés. Les personnes résidentes ont été les plus affectées par ces incidents avec 9 cas (60%), suivi des déplacées internes avec 6 cas (40%). Le département de Mayo Tsanaga a été le plus affecté avec 8 cas (53%), suivi du Logone et Chari avec 4 cas (27%) et Mayo Sava avec 3 cas (20%). Les violations les plus fréquentes sont les violations du droit à la propriété avec 8 cas, suivies des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique et des violences sexuelles avec 3 cas chacun et 1 cas de séparation de famille.

Une évaluation participative a été organisée au cours de la semaine avec les populations déplacées des deux sites de Zamai. Les personnes déplacées de Zamai (Meckel) se trouvent dans une situation de précarité extrême, ces derniers ne bénéficient d'aucun appui aussi bien matériel qu'alimentaire. Ceci commence à provoquer des cas de mendicité des enfants dans la communauté. Un plaidoyer est en cours pour que le PAM/CICR puisse les prendre en compte pour la distribution des vivres.

Activités des centres d'information

Au courant de la semaine, deux sensibilisations et une discussion de groupes avec des filles de 10 à 15 ans ont été effectués à Mokolo et une autre avec les nouvelles personnes déplacées internes à Mora. Les thèmes ont porté sur les risques de protection particulièrement les violences basées sur le genre, l'accès aux services pour les filles et l'importance de l'éducation. Concernant les nouvelles personnes déplacées internes, les thèmes portaient sur les droits des personnes déplacées et les services disponibles.

Recommandations et activités de plaidoyer

- Certaines zones d'installation des personnes déplacées internes dans le département du Logone et Chari ne sont toujours pas couvertes par les distributions de vivres.
- L'accès aux soins de santé reste toujours un défi pour les populations déplacées dans la plupart des arrondissements.



Discussion de groupe avec des filles déplacées à Zamai.
UNHCR/ M. Akpess



Sensibilisation de Masse à Tokomberé. UNHCR/ M. Akpess

Contacts:

Roseline Okoro, Deputy Representative (Protection), UNHCR Cameroun, okoro@unhcr.org
Francesco Ardisson, Senior ProCap Protection Officer, ardisson@unhcr.org